

Parti Révolutionnaire Communistes

99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

22 janvier 2019

Rapport au Comité National du 19 janvier 2019.

3- Les forces capitalistes concentrées

pour éviter la condamnation du capital.

L'apparition du mouvement appelé des « gilets jaunes » participe à cet objectif. Voyons bien quelle est l'origine de ce mouvement ? Quel est son but ? Quels intérêts sert-il ? Où en est-on aujourd'hui ?

Ce mouvement est issu de ce profond mécontentement dont nous discutons, de ces colères accumulées au fil des années générées par des attaques incessantes contre le peuple et ses intérêts, le syndicalisme engagé nous l'avons dit dans un « dialogue social » complètement inefficace parce que dirigé par le pouvoir et le Medef. Les partis politiques sont favorables aux « réformes » et quand ils se prononcent contre, c'est pour trouver une solution d'aménagement ce qui conduit à des rejets politique notamment envers les partis qui ont participé aux gouvernements antérieurs c'est-à-dire pratiquement tous à part le Front National devenu le rassemblement national, en réserve du pouvoir.

Les dernières annonces du gouvernement concernant la « fiscalité écologique » ont été le détonateur d'une colère qui a bénéficié rappelons-nous d'une promotion sans précédent des services de propagande du gouvernement. Les organisateurs du mouvement se sont immédiatement déclarés apolitiques et contre les syndicats pour donner l'apparence d'une expression « libre » qui va s'avérer très rapidement être dirigée par une nébuleuse hétéroclite de petits patrons et de responsables politiques divers soutenus par le Rassemblement National, la droite puis ensuite Mélenchon, le Parti Socialiste, le Parti Communiste Français, Bernard Tapie, bref tous ceux qui ont dirigé le pays à un moment donné ou qui le dirigent encore.

L'apolitisme n'existe pas, c'est une posture qui consiste à nier les rapports de classe, à écarter toute idée de lutte de classe pour conforter l'idée que le capitalisme est incontournable, mais qu'il est possible de l'aménager.

Le terrain choisi par les « gilets jaunes » pour exprimer leur mécontentement n'est pas neutre non plus, manifester essentiellement aux ronds-points hors du lieu d'exploitation consiste à écarter toute responsabilité du patronat, totalement et soigneusement évité.

Il ne faut cependant pas nier que ce mouvement entraîne beaucoup de mécontents qui n'ont jamais pris part à aucune manifestation ni grève. Le but du mouvement est clair, s'emparer du mécontentement, l'instrumentaliser pour l'isoler de la politique et des syndicats, exonérer le capital de toute responsabilité, interpellé uniquement le gouvernement qui au passage fait mine de répondre par des mesures financées sur le budget de l'État, autrement dit par l'impôt.

Dans le même temps, les violences organisées tous les week-ends permettent au pouvoir de réprimer tout mouvement, nombre de syndicalistes sont condamnés aujourd'hui pour avoir défendu les revendications des travailleurs. Cette violence est utile au pouvoir aujourd'hui comme elle l'a été hier pour réprimer, tenter d'intimider, empêcher toute expression revendicative.

La longue lutte des cheminots de 2018, la lutte des personnels de santé, celle des retraités, les diverses initiatives confédérales n'ont jamais été soutenues par tous les opportunistes actuels qui se déclarent solidaires du mouvement des « gilets jaunes ». De la droite la plus extrême à ceux qui se réclament de gauche, et dernièrement un collectif « d'intellectuels », tous accourent pour faire part de leur solidarité à un mouvement qui exonère le capital de sa responsabilité. Tous veulent un gilet jaune sur leur liste de candidats aux européennes. Les « apolitiques » « gilets jaunes » veulent également présenter une liste aux élections. Ce mouvement masque également la casse industrielle qui se poursuit dans l'automobile, la grande distribution, le secteur bancaire, la téléphonie, dans la santé, l'audiovisuel, l'industrie du papier, de la pharmacie, les transports, etc... Il masque également les « réformes » en cours, la profondeur des attaques sur la retraite, l'assurance chômage, le contrat de travail, le SMIC, les fonctions publiques, les services publics, l'éducation, la formation professionnelle...

Il est donc très important de voir à qui profite ce mouvement, aujourd'hui la question des salaires et des pensions, du pouvoir d'achat, les questions liées à la démocratie, aux institutions sont de plus en plus discutées d'où l'importance de notre présence dans les luttes, ne rien lâcher dans nos explications, développer nos arguments. Les occasions sont nombreuses, tout le monde aujourd'hui parle de la situation, bien souvent notre vision, notre analyse n'est pas connue mais lorsque la discussion s'engage, le débat change de nature, l'écoute est différente. Mais il y a beaucoup de travail à faire pour que les véritables responsables de la situation soient désignés, c'est normal, le syndicalisme de classe est menacé, et notre parti est le seul à poser les questions fondamentales.

Le « grand débat national » soufflé aux oreilles de Macron par Berger révèle ses véritables intentions qui ne surprennent personne. Cela se résume à : comment poursuivre les réformes capitalistes ?

Dans sa « lettre aux français », Macron pose la question sans détour : quels services publics supprimer ? Quelles institutions pour être plus efficace ?

On atteint le summum de la démocratie capitaliste : engager une consultation nationale pour poursuivre la politique du capital. Au passage, faire accepter sous des aspects « démocratiques » la politique du pouvoir.

Les maires des communes sont utilisés comme des relais pour défendre cette politique au travers des « cahiers de doléances » dont on connaît par avance les effets. Nous connaissons les cahiers de revendications déposés auprès des patrons et défendus par la lutte des travailleurs et leurs organisations, aujourd'hui il s'agit de « cahiers de doléances » déposés dans les mairies, la différence n'échappe à personne. À quand la disparition des organisations syndicales puisque les patrons ne sont pas interpellés ce sont des « partenaires » au même titre que les syndicats ? Ces mêmes organisations approuvent d'ailleurs la démarche à l'exception de la CGT, même si nous constatons qu'en quelques endroits des structures locales de la CGT s'engagent dans cette mascarade qui s'avère être une impasse supplémentaire.

Voyons bien que dans cette situation pleine de contradictions, de manipulations diverses, de pièges et d'impasses multiples, notre présence va peser dans le débat et dans les luttes politiques futures.

Il y aura des luttes en 2019, nous ne savons pas comment la situation va évoluer, mais les luttes ne peuvent que s'amplifier.

Il faut pousser plus fort sur leurs convergences, multiplier les contacts avec les travailleurs, notre tract du mois de janvier va nous aider, les réunions dans les départements également.

Les assemblées de remise de cartes sont encourageantes, il y a un réel intérêt à déployer notre politique, à renforcer notre parti.